

«Il serait irresponsable de ne pas adapter l'horaire»

Charles Beer, chef du Département de l'instruction publique, réagit à la décision du syndicat des enseignants du primaire, prêt à lancer un référendum contre l'école le mercredi matin

L'essentiel

● **DIP** Pour Charles Beer, magistrat chargé de l'Instruction publique, le syndicat des enseignants défend un intérêt catégoriel en lançant un référendum contre l'école le mercredi matin.

● **Parents** Les représentants officiels des parents regrettent la décision du syndicat, jugée «pas correcte».

● **Politique** Le principe du retour du mercredi matin dans l'horaire scolaire devrait être accepté par une majorité des partis du Grand Conseil lors de la session de juin.

Sophie Roselli



La Société pédagogique genevoise (SPG), représentant les enseignants du primaire, a décidé mardi soir de lancer un référendum contre le retour de l'école le mercredi matin (*lire la «Tribune» du 13 avril 2011*). «Du corporatisme», réagit Charles Beer, chef du Département de l'Instruction publique, qui n'a pas de plan B.

Charles Beer, comment réagissez-vous à l'annonce du référendum?

Je constate que la SPG protège son horaire actuel d'enseignement qui est de 152 jours par an, à plein temps. Avec l'école le mercredi matin, il passerait à 190 jours. La SPG défend un intérêt catégoriel, corporatiste.

La SPG est opposée depuis le début au projet. N'est-ce pas un constat d'échec de votre méthode de consultation?

Non. La première fois que j'ai parlé de l'école le mercredi matin, c'était en septembre 2006. Nous avons commencé à travailler sur le sujet à la fin de 2008, à travers des enquêtes, des consultations, en créant des commissions. Je n'ai jamais eu la naïveté de penser qu'avec cela on pouvait empêcher des désaccords d'apparaître. C'est pour cela que d'emblée, j'ai toujours voulu que le Conseil d'Etat, le Grand Conseil et le peuple puissent se prononcer. Aux enseignants, j'ai garanti que leur temps de travail ne sera pas augmenté, mais réparti différemment.

D'après vous, le référendum peut-il passer?

Il peut l'emporter. C'est 50-50. Je ferai tout pour gagner, mais je ne regretterai jamais d'avoir posé ce débat essentiel pour Genève.

Quel est votre plan B si le référendum l'emporte?

Je n'en ai pas. L'autre option serait de rallonger l'horaire journalier, avec pour conséquence de mettre encore plus hors jeu les élèves en difficulté. La SPG le sait, voilà pourquoi sa position est malsaine! Et si nous devons renoncer à l'augmentation de l'horaire, il nous faudra baisser d'autres périodes d'enseignement. Les sciences humaines, les disciplines artistiques, l'éducation physique en feront les frais car on ne pourra pas sacrifier les maths, le français et l'allemand.

Je n'ai pas d'autre marge de manœuvre! Le Plan d'études romand détermine tous les objectifs dans ces trois dernières matières.

Pourquoi est-il nécessaire d'augmenter l'horaire au primaire?

Il n'est pas seulement question de l'augmenter mais de mieux le découper. Notre objectif est triple. Le premier est celui du niveau de l'école genevoise - régulièrement brocardée à travers les études PISA - qui exige une inversion de la situation. Deuxième élément: l'harmonisation scolaire (HarmoS) veut dire plus d'exigence pour notre école.

Mais HarmoS impose-t-il une augmentation de l'horaire?

Non, en revanche, il fixe des niveaux d'exigence. Tous les cantons qui sont déjà devant nous aux tests PISA ont plus d'heures. Face aux nouvelles exigences, ils vont offrir des prestations qu'on ne sera pas capable d'offrir. Donc je trouverais irresponsable de ne pas adapter l'horaire à Genève. Le troisième élément a trait aux caractéristiques de notre canton, multiculturel, avec 42% d'élèves allophones, où les inégalités sociales sont assez fortes. Il est indispensable d'avoir un service public fort pour y faire face.

Quatre périodes de cours supplémentaires par semaine, est-ce suffisant pour améliorer les résultats des Genevois à l'étude PISA?

Cela fait partie des mesures indispensables pour améliorer nos résultats. Mais

l'introduction du Plan d'études romand, de l'école obligatoire dès 4 ans, nos dotations choisies en français et en maths sont d'autres atouts. Une politique, c'est travailler sur plusieurs axes.

Que feront les enfants de 8 à 12 ans le mercredi matin d'école?

Une partie des quatre périodes supplémentaires sera dévolue à l'apprentissage de l'anglais dès la troisième année du cycle moyen. Par ailleurs, ils auront aussi plus de français et d'allemand.

D'autres cantons ont-ils choisi d'augmenter le temps scolaire?

Pratiquement tous! Neuchâtel et Vaud travaillent, mais ils n'en font pas un drame car ils ont déjà quatre jours et demi d'école. Il leur suffit d'ajouter quelques demi-heures par jour. C'est moins stigmatisant que de remettre les Genevois à l'école une demi-journée de plus.

Justement, Martine Brunschwiger Graf a fait passer l'école à 4 jours en 1997. Comment comptez-vous faire pour fermer la joyeuse parenthèse?

La joyeuse parenthèse se solde par un certain nombre de difficultés. Aujourd'hui, Genève a la gueule de bois! Il n'est pas le seul. J'en veux pour preuve la France, seul pays à avoir introduit la semaine de 4 jours, en 2008, qui devrait revenir en arrière à cause de ses effets dévastateurs. Mais je conçois que le retour à l'école sera douloureux, car les parents ont développé des habitudes.

448 710

C'est le nombre de minutes d'enseignement à Genève durant la scolarité obligatoire. Le canton arrive en 7e place derrière le Valais, le Tessin, Fribourg, Vaud, Jura, Berne, mais devant Neuchâtel.

Seul le MCG soutient le référendum

Le principe de l'école le mercredi matin au primaire a reçu récemment un premier feu vert de la Commission de l'enseignement du Grand Conseil. Signe d'un consensus politique qui se dégage autour de cette réforme. Le projet qui vise les élèves de 8 à 12 ans devrait donc être accepté par le Parlement, probablement lors de la session de juin. Dans ce cas, la Société pédagogique genevoise (SPG) lancera le référendum. Avec quel soutien politique? Celui du Mouvement citoyens genevois (MCG), le seul opposé fermement au retour de cette demi-journée d'école. «Nous aurions préféré à la rigueur l'augmentation de l'horaire journalier au primaire, explique le député et enseignant Jean-François Girardet. Mais nous préconisons plutôt l'augmentation de l'horaire au Cycle d'orientation, qui a dû subir des coupes dans sa grille horaire. Or, cette piste n'a jamais été envisagée.» L'école le mercredi matin pour le cycle moyen, «c'est la moins mauvaise solution» pour atteindre les objectifs

fixés par l'harmonisation scolaire, estime la libérale Nathalie Fontanet, résumant la tendance générale. Elle insiste sur la longue réflexion menée par la Commission de l'enseignement et sur la nécessité de «faire comprendre l'intérêt de cette réforme à la population». Car rien n'est joué, note Antoine Bertschy (UDC). «C'est vrai que cela change la donne pour certains parents dont les enfants ont une activité le mercredi», reconnaît François Gillet, député PDC et enseignant. La socialiste Marie Salima Moyard se montre quant à elle confiante en relevant que «plus d'école, c'est moins d'inégalité sociale». Jean Romain (radical) défend aussi ce projet «raisonnable» de Charles Beer, tout en refusant, comme d'autres, l'idée du mercredi matin facultatif pour les plus petits âgés de 4 à 8 ans. Entre tout ou rien, il prône donc la troisième voie. C'est le point qui fâche au sein des partis, comme chez les Verts. Reste que les avis des groupes ne sont pas forcément partagés par leurs membres. **S.R.**

Les parents restent divisés

● Le référendum voulu par le syndicat des enseignants (SPG) ne reçoit pas le soutien du Groupement genevois des associations de parents d'élèves du primaire. Le GAPP maintient sa position en faveur du retour de l'école le mercredi matin pour les 8-12 ans, dans la mesure où un effort est mis sur les conditions d'enseignement, surtout au cycle élémentaire. Aujourd'hui, Sandra Capeder, présidente du GAPP, ne cache pas son agacement face à l'attitude de la SPG: «On ne trouve pas correct de lancer un référendum dans la mesure où le Plan d'études romand est plus exigeant. Il a été démontré que le mercredi matin est la meilleure solution pour augmenter l'horaire des écoliers. Je regrette l'attitude de la SPG, perçue comme corporatiste, alors que l'on partage son avis sur le fait d'améliorer l'encadrement.» Voilà pour la position officielle. Mais les parents d'élèves se montrent divisés sur la question, comme au sein de l'Association des

parents d'élèves de Geisendorf. Sa présidente, Jannick Frigenti Empana, maman de deux enfants, reconnaît que l'école est nécessaire le mercredi matin dans le contexte de l'harmonisation scolaire. Elle y voit aussi un autre intérêt: «Quand vous êtes seul et sans moyen de garde, comme cela a été le cas pour moi pendant plusieurs années, il est très difficile de s'organiser pour garder les enfants.»

Catherine Desponds Kisfaludy, à l'origine de la pétition contre l'école le mercredi matin, qui a recueilli 1500 signatures, craint au contraire «une perte de qualité pour l'enfant et pour la famille». «J'ai deux enfants de 5 et 7 ans qui sont très stressés par l'école. L'aspect de la socialisation n'est pas facile. Le fait d'avoir un jour de repos leur fait du bien. Et puis certains ont besoin de développer d'autres potentiels. S'ils vont à l'école le mercredi, ils n'auront plus le temps pour faire des activités.» **S.R.**

Un référendum décidé contre l'école le mercredi

Les enseignants engagent le combat contre l'horaire de 4 jours et demi à l'école primaire

Sophie Roselli

La menace est mise à exécution. Sans surprise, le syndicat des enseignants du primaire a décidé hier soir de sortir l'arme du référendum contre le retour de l'école le mercredi matin au primaire, défendu par le Département de l'instruction publique (DIP). La crainte du syndicat repose sur une augmentation de l'horaire scolaire davantage quantitative que qualitative.

La décision de la Société pédagogique genevoise (SPG) intervient alors que le vent semble favorable au DIP. La Commission de l'enseignement du Grand Conseil vient en effet de donner son feu vert de principe au mercredi matin pour les 8-12 ans (cycle moyen). Si le Grand Conseil approuve le projet de loi ce prin-

temps, le référendum sera donc lancé, avant les vacances d'été.

«Nous allons nous battre jusqu'au bout! affirme Laurent Vité, président de la Société pédagogique genevoise (SPG). Ce projet de loi n'est pas bon et il est de plus en plus bricolé.» Que craignent les enseignants, de travailler davantage? «Je rappelle qu'ils n'ont pas congé le mercredi matin, ils travaillent sans la présence des élèves. En termes d'horaires, le projet ne changera rien pour nous, mais nous manquerons de moyens, ce qui aura des conséquences sur les conditions de travail des élèves.»

Mesure d'économies

Les besoins seraient bien plus importants que les 207 postes supplémentaires attribués au mercredi matin par le DIP. «Il faudrait créer 300 postes en plus au primaire pour retrouver les conditions d'encadrement des élèves de 1991.»

Au cycle moyen, le DIP prévoit de dégager 86 postes en renonçant à la coprésence systématique du maître de classe pendant les

cours de gymnastique et d'arts visuels. «La suppression de ce coenseignement est une mesure d'économies plutôt qu'un projet pédagogique. Si les maîtresses spécialistes accueillent seules des classes entières, elles n'auront plus les conditions nécessaires pour maintenir la qualité des activités.» Ce n'est pas tout, la SPG remet même en question les bases de la réforme. Si le retour à 4 jours et demi d'école par semaine, au lieu de 4, semble mieux adapté aux exigences de l'harmonisation scolaire suisse selon le DIP, certains enseignants préféreraient un allongement des journées scolaires.

Soutiens politiques rares

Du coup, ils balayent les nombreuses études relatives aux méfaits du mercredi de congé sur le rythme des enfants. «Une pause en milieu de semaine est au contraire bienvenue. Les enfants ont l'occasion de faire d'autres activités. Mais il faut que les parents veillent à maintenir des heures de sommeil régulières.»

Enfin, la situation du cycle élémentaire inquiète. Le DIP souhaite que l'école soit facultative le mercredi matin pour les 4-8 ans. Or, la Commission de l'enseignement du Grand Conseil vient de rejeter l'idée d'une école ouverte. Le concept est trop flou, critique la SPG, mais l'écarter serait pire encore. «A la place, que va-t-on proposer aux petits, d'aller au parascolaire? interroge Laurent Vité. C'est une solution insatisfaisante. Il y a déjà des problèmes d'encadrement et de locaux pour ces activités.»

Quelles sont les chances de succès du référendum? Difficile à dire. Les soutiens politiques semblent rares. En commission, le Mouvement citoyens genevois s'est montré opposé au principe de l'école le mercredi matin. Du côté des parents d'élèves, on oscille entre perplexité et hostilité. Certains ont lancé en juin une pétition contre le nouvel horaire, qui a recueilli 1500 signatures.

«L'école le mercredi matin, une réforme qui va pénaliser les élèves»

Le Temps
14.4.2011

Questions à Laurent Vité

Président de la Société
pédagogique genevoise

Genève entre de plain-pied dans son prochain conflit scolaire: les enseignants ont décidé de lancer un référendum contre la réintroduction des cours le mercredi matin à l'école primaire, prévue à l'horizon 2013. La décision a été prise mardi soir par leur syndicat, la Société pédagogique genevoise (SPG), annonçant mercredi la *Tribune de Genève*. Jugée nécessaire par Charles Beer, le ministre socialiste de l'Instruction publique, la réforme doit permettre d'augmenter le nombre de périodes d'enseignement dans un canton qui pratique l'un des horaires les plus légers de Suisse.

Une situation à laquelle Genève doit remédier, car le niveau des élèves s'en ressent, plaide le ministre, las des piètres résultats décrochés par le canton dans les enquêtes PISA, et aussi en vertu de l'adhésion du canton au concordat d'harmonisation scolaire HarmoS, qui réclame une augmentation de la dotation horaire. Alors que le projet de loi, largement soutenu par les partis, doit encore être débattu au Grand Conseil, il suscite à la fois le mécontentement des enseignants et le scepticisme des parents, comme l'avait révélé une consultation réalisée au printemps 2010. Entretien avec Laurent Vité, qui préside la SPG.

Le Temps: Pourquoi allez-vous lancer ce référendum?

Laurent Vité: Parce que nous sommes face à un projet de loi bricolé, qui va conduire à une dégradation des conditions d'apprentissage des élèves. Pour nous, cela ne change pas grand-chose car nos heures de travail ne vont pas augmenter.

– En quoi la réforme est-elle préjudiciable aux élèves?

– Seuls 120 postes seront créés,

permettant tout juste de couvrir les quatre périodes supplémentaires qui seront introduites. Cela ne permet pas d'améliorer le taux d'encadrement des élèves. Cela fait vingt ans que nous encaissons des réformes à n'en plus finir, avec un taux d'encadrement qui ne cesse de diminuer. Si nous voulions revenir au taux d'encadrement de 1991, c'est 300 postes qu'il faudrait créer.

– Le référendum n'est-il pas une manière pour les enseignants de privilégier leur confort, en rejetant la contrainte de devoir être le mercredi matin en classe, au détriment des élèves, qui gagneraient à avoir davantage d'heures d'enseignement?

– Non, car le mercredi matin est de toute façon un jour de travail pour les enseignants, même s'il est vrai que la décision de lancer le référendum prend aussi en compte des aspects liés à nos conditions de travail. Mais encore une fois, c'est surtout pour les élèves que c'est problématique. Actuellement, quand un maître spécialiste intervient dans la classe d'un enseignant, soit ils sont deux en classe, ce qui

permet de faire des choses plus élaborées, soit ils travaillent par demi-groupes, ce qui permet par exemple d'approfondir le travail avec des élèves en difficulté. Cela va changer avec la réforme, puisque Charles Beer table sur la suppression partielle de ces périodes de coenseignement pour récupérer des postes.

– Genève pratique l'un des horaires les plus légers de Suisse: contestez-vous l'idée qu'il est nécessaire d'augmenter le nombre d'heures d'enseignement pour améliorer les résultats et la formation des élèves?

– Il faut être prudent lorsque l'on fait des comparaisons intercantonnales, car certains cantons n'ont pas d'école infantine ou alors incluent des cours de catéchisme dans la dotation horaire. Quant aux résultats, on voit que le Jura, qui a le même nombre de périodes d'enseignement que Genève, obtient de bons résultats PISA. Ce qui est sûr, c'est que les pays les mieux notés sont ceux qui investissent dans les premières années d'école, car elles sont fondamentales.

Propos recueillis par Sandra Moro